



[http://www.24hgold.com/francais/actualite-or-argent-vers-d-extremes-tourmentes.aspx?article=5771641020H11690&redirect=false&contributor=Mac+Slavo.](http://www.24hgold.com/francais/actualite-or-argent-vers-d-extremes-tourmentes.aspx?article=5771641020H11690&redirect=false&contributor=Mac+Slavo)

Attachez vos ceintures, parce que rien ne pourra plus arrêter ce qui arrive. La catastrophe imminente ne peut plus être ignorée.

Personne n'est en mesure de savoir ce qu'il se passera ensuite, mais au vu du sérieux de la crise de 2008, nous devrions nous attendre à voir les paliers s'effondrer non seulement sous les marchés des actions, mais aussi sous l'économie et le dollar.

La situation était telle en 2008 que l'ancien Secrétaire d'Etat, Henry Paulson, a déclaré que nous étions à deux doigts de la catastrophe, et a même écrit un livre à ce sujet.

Selon le représentant Brad Sherman, les membres du Congrès se voient souvent répéter de se préparer à un effondrement total du système financier - un effondrement tel que des chars d'assaut devraient être déployés dans les rues des Etats-Unis - si le Congrès manquait à autoriser un plan de refinancement de plusieurs trillions de dollars.

Beaucoup d'entre nous ont été prévenus lors de conversations privées que si nous votions contre cette loi lundi, le ciel nous tomberait sur la tête, le marché s'effondrerait de deux ou trois mille points le premier jour et de quelques milliers de points le deuxième ; et certains ont même entendu dire que la loi martiale serait décrétée aux Etats-Unis s'ils votaient non.

*Représentant de la Chambre, Brad Sherman (D-Californie)
Débats du 2 octobre 2008*



<http://www.youtube.com/watch?v=zq7GVje4kz0>

Depuis lors, le gouvernement fédéral et les militaires ont eu le temps de se préparer. Ils ne l'étaient pas à l'époque, mais ils le sont aujourd'hui, après avoir dépensé des dizaines de milliards de dollars pour l'achat de munitions et de véhicules blindés, l'organisation d'exercices militaires et l'hybridation des services nationaux de mise en application de la loi et des agences fédérales.

La loi est désormais telle que les militaires sont autorisés à s'en prendre aux citoyens pour calmer les soulèvements de grande échelle, et son légalement autorisés à tuer par balle des citoyens désarmés si le gouvernement le juge nécessaire.

Les scénarios joués lors des entraînements militaires se concentrent autour d'un effondrement économique, d'émeutes de la faim et de soulèvements populaires de grande échelle.

Et vous, y êtes-vous préparé ? La catastrophe nous attend au croisement.

La France en triste état, selon Paul Krugman

02 sept 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agera.com/france-paul-krugman/>

“Quel est le secret ?”

▪ Nous avons décidé de poser directement la question. Pourquoi pas ? Ce n'est pas souvent qu'on dîne avec un Rothschild — et encore moins avec des dizaines d'entre eux.

Nous sommes arrivé à Bordeaux le jour de l'enterrement de Philippine de Rothschild, mais ce n'était pas la raison de notre présence. Nous n'étions pas venu enterrer un Rothschild mais en féliciter un ; c'est-à-dire non pas des funérailles, mais le mariage de l'un des cousins de Philippine.

Philippine avait déclaré au journal *Libération* qu'en dépit de son nom et de la fortune familiale, elle n'avait pas toujours eu une vie facile. Pendant la guerre, il était dangereux d'être un Rothschild en France. Sa mère fut envoyée dans un camp de concentration, où elle mourut en 1945. Philippine utilisa le nom de jeune fille de sa mère, échappa à la rafle puis, après la guerre, monta sur scène à Paris en tant que Philippine Pascal. Lorsque son père mourut en 1988, elle revint à Bordeaux pour gérer le fameux vignoble Mouton Rothschild.

Au dîner suivant le mariage nous avons fait une pause et levé nos verres en son honneur — après tout, elle avait donné le vin pour l'occasion.

Assis à gauche d'une charmante ambassadrice et à droite d'une avocate vive et élégante (qui était entrée dans le clan Rothschild par alliance), nous avons passé quelques heures à deviser de choses et d'autres. Entre deux plats est arrivée l'inévitable question :

▪ **Comment les Rothschild ont-ils fait pour prospérer pendant si longtemps ?**

“Ils ont fait de bons mariages”, nous a-t-on répondu. “D'abord, ils se mariaient entre eux. J'imagine que la communauté juive était peu nombreuse, à l'époque. Et les familles étaient très proches. Les cousins se mariaient entre eux. De la sorte, ils maintenaient les cellules grises et l'argent dans la famille. Même plus tard, ils sont demeurés très attentifs à ceux qu'ils laissaient intégrer le groupe”.

Il y avait une autre hypothèse : “ils sont restés dans les bons secteurs. La branche anglaise de la famille est restée dans la finance. Cela a toujours bien

marché à Londres. Et c'est allé de mieux en mieux à mesure que Londres devenait le centre du capital international. Chaque fois que les Russes... les Arabes... les Autrichiens... ou les Français, d'ailleurs... avaient des problèmes dans leur propre pays, ils venaient à Londres. Ils le font encore. C'est pour cette raison qu'il y a tant de Russes et de Français là-bas en ce moment. Mais ne me lancez pas sur les Français”.

Nous n'allons pas nous lancer sur les Français. Nous allons toutefois nous autoriser un petit détour pour noter qu'en tant qu'économiste, Paul Krugman ferait un bon dentiste. Il pourrait alors exposer ses idées à une bouche ouverte sans causer de dommages supplémentaires.

Au lieu de ça, il a écrit un article remarquable dans le *New York Times*. Cette fois-ci, il s'est vraiment surpassé ; son éditorial sur la *Chute de la France* est vraiment exceptionnellement idiot. Après avoir fait des remontrances au président Hollande pour n'avoir pas adopté l'impression monétaire à l'américaine, il note que l'économie française ne va en fait pas si mal. “Les adultes dans la fleur de l'âge ont bien plus de probabilités d'avoir un travail en France qu'aux Etats-Unis”, écrit-il. La France “n'a pas de déficit commercial et elle peut emprunter à des taux d'intérêt historiquement bas”.

▪ **La France ne pratique PAS de politique d'austérité**

M. Krugman est d'avis que M. Hollande et ses politiques “d'austérité” sont en train “d'échouer en France... mais aussi en Europe généralement”.

Pourquoi ? Là, ses illusions se prennent à nouveau les pieds dans le tapis.

Pour commencer, la France ne pratique pas l'austérité. Ses dépenses gouvernementales sont déjà à 57,1% du PIB — cinq points de pourcentage de plus qu'il y a 10 ans seulement. Et son déficit est bien supérieur aux 3% du PIB permis ; il se développe infiniment plus rapidement que l'économie elle-même — qui est à la croissance zéro.

Deuxièmement, on n'obtient pas la véritable prospérité en dépensant de l'argent qu'on n'a pas en choses dont on n'a pas besoin. Qu'on emprunte l'argent... ou qu'on l'imprime... le résultat est à peu près le même ; on devient plus pauvre, non plus riche. Si on pouvait s'enrichir simplement en vivant au-dessus de ses moyens... puis en imprimant l'argent pour payer ses factures... le Zimbabwe serait le pays le plus riche du monde. A la place, il est ruiné.

Krugman craint que la France ne tombe dans un ralentissement à la japonaise

parce que l'Europe applique trop d'"austérité". Mais ni les relances fiscales ni les relances monétaires ne pourront aider une économie noyée de dettes. Après 30 années de déficit, le Japon n'a rien engrangé de plus que des dettes croissantes, avec un ratio dette/PIB de 220%.

Troisièmement, Krugman pense que la prospérité est la clé de la paix. Voici ce qu'il en dit : les Européens ont pour objectif d'"assurer la paix et la démocratie par le biais d'une prospérité partagée", écrit-il. Cette idée est absurde lorsqu'on l'applique à la démocratie. La démocratie était soi-disant assurée par la Grèce antique il y a 2 000 ans de ça et à nouveau par les Américains en 1776. La prospérité n'avait rien à y voir : comparés aux Européens d'aujourd'hui, les deux nations étaient effroyablement pauvres.

De même, il n'y a pas de lien connu entre la prospérité et la paix. Le siècle dernier n'a été qu'un long et triste récit de gens les plus riches de la planète essayant de s'entre-extermier grâce à une planification rigoureuse et un armement sophistiqué et coûteux.

Au début de la Deuxième guerre mondiale, le père de Philippine est parti rejoindre De Gaulle à Londres. Bon nombre d'autres juifs ont fui vers les Etats-Unis. La mère de Philippine, une catholique, pensait qu'elle serait protégée par les autorités bordelaises et épargnée par les nazis. Elle avait tort. Elle fut déportée à Ravensbrück.

Quant à sa cousine, alors que les nazis commençaient à s'emparer des juifs dans la zone occupée, la jeune femme s'enfuit, accompagnée par un jeune Français qui la protégea. Il l'emmena dans une ferme isolée où elle serait en sécurité. Il la quitta sur ses mots : "lorsque la guerre sera terminée, je reviendrai t'épouser". Ce qu'il fit. Nous étions invité au mariage de leur petit-fils.

Omnes. Gentes. Alleluia.

Macron au Bilderberg, un faux procès

02 sept 2014 | [Philippe Béchade](http://la-chronique-agora.com/macron-bilderberg/) | <http://la-chronique-agora.com/macron-bilderberg/>

▪ Avec la nomination d'Emmanuel Macron à l'Economie, vous avez eu de quoi vous régaler, selon que vous lisez la prose des nostalgiques des période de libéralisme — de droite comme de gauche au cours des 33 dernières années d'alternance consécutives survenues depuis l'élection de Mitterrand

— ou selon que vous avez adhéré aux discours humanistes pré-électoraux de François Hollande en 2012 et mis vos espoirs dans la résolution du problème de la "finance sans visage".

La gauche de la gauche a de quoi être satisfaite : la finance qui "domine le monde" n'a pas été mise au pas... mais François Hollande a fait en sorte qu'elle ait désormais un visage — le plus avenant possible.

Il s'agit de celui d'Emmanuel Macron ; celui dont Jacques Attali, qui l'a coaché, n'avait pas anticipé son ascension météorique au poste de ministre de l'Economie dès 2014. Il le voyait seulement devenir président de la France à l'horizon 2022/2027.

A condition qu'il y ait encore une France à présider... mais c'est un autre débat.

La gauche — et la gauche de la gauche — hurlent à la trahison de l'esprit du quinquennat Hollande. Cependant, pour paraphraser Talleyrand, il y a pire que trahir ses alliés : se tromper d'alliés.

Livrer une guerre à la finance (et ses quelques milliers d'hyper-privilégiés) qui a pourri le destin de milliards d'êtres humains en moins de deux décennies, c'est une louable entreprise... mais comme le rappelle Napoléon, "la guerre est un art d'exécution".

Une grande bataille se gagne grâce la maîtrise de milliers de petits détails, pas seulement dans la capacité du chef à galvaniser ses troupes contre l'adversaire.

▪ **Beaucoup de "peut-être"...**

Emmanuel Macron n'a peut-être pas vocation à prononcer des discours mobilisateurs avec la fougue d'un Manuel Valls à la Rochelle devant des militants médusés d'entendre à quatre jours d'intervalle "j'aime l'entreprise" puis "j'aime la gauche".

En revanche, il excelle peut-être dans l'art de prendre sans faire de tapage des mesures pertinentes — pas forcément "de gauche" — mais susceptibles de permettre au gouvernement d'atteindre les buts qu'il s'est fixés... c'est-à-dire remettre la France sur une trajectoire de croissance et réduire le chômage.

Nous le jugerons sur pièces. Son passé de banquier d'affaires, d'énarque et de brillant inspecteur des finances ne suffit pas à le disqualifier à nos yeux,

même si nous restons sceptiques sur les capacités de hauts fonctionnaires parfaitement formatés à faire preuve d'imagination et de sens critique face à la Pensée Unique — celle qui séduit l'immense majorité des "élites" recrutées à tour de rôle par les banques d'affaires et les cabinets ministériels.

S'agissant de ce conformisme qui règne de Bercy aux grands groupes du CAC 40, M. Macron a déclaré avec humour lors du passage de témoin avec Arnaud Montebourg (avec une spontanéité bien préparée) : "quand tout le monde me donne raison, j'ai l'impression de m'être trompé".

Peut-être vit-il avec cette conviction profondément ancrée en lui... Après tout, nous la partageons et lui restons fidèles depuis plus d'une décennie, à *la Chronique Agora*.

Ce qui nous choque en revanche, c'est ce mauvais procès en sorcellerie qui lui est fait pour avoir répondu à l'invitation des organisateurs du sommet Bilderberg (édition 2014 à Copenhague).

▪ **Le Grand Complot ?**

Soit, il lui a fallu de solides parrainages et réciproquement — la conviction de la part du comité de sélection qu'il s'agissait effectivement d'un "élément prometteur"... Cependant, nous croyons savoir que le Bilderberg n'est pas la seule entité à avoir convié M. Macron à participer à ses travaux. D'autres, tout aussi discrètes qu'influents, ont pris ce genre d'initiatives bien avant sa nomination comme conseiller du président il y a un an (ceci expliquant certainement cela, il faut rester lucide).

Le symposium du Bilderberg — une sorte de super Davos — n'est qu'une organisation qui parmi d'autres... même si elle prétend réunir la crème de la crème des décideurs mondiaux.

Certaines de ces "autres entités" ont aujourd'hui (ou ont eu comme la Trilatérale) considérablement plus d'emprise sur la marche du monde que l'organisation présidée par David Rockefeller (comme le CFR ou le PNAC aux Etats-Unis).

En ce qui concerne le soupçon de constituer l'antichambre d'un "complot mondial"... Quand on réunit 300 participants chaque année dont bon nombre ne sont pas sur la liste l'année suivante, difficile de peaufiner les détails des manoeuvres sataniques des suppôts de la "World Company" qui gèrent le processus visant à asservir l'humanité... Par ailleurs, en plus d'un vote

unanime irréalisable, il faudrait tout réexpliquer à chaque fois pour les "nouveaux" et s'assurer la discrétion absolue de ceux qui ne revienne pas en deuxième année !

▪ **Il y a tout de même mieux que le Bilderberg, en matière de machiavélisme !**

Donc, au Bilderberg il y a les invités (Fleur Pellerin et Emmanuel Macron pour la France en 2014), les membres permanents (comme Henry Kissinger ou Etienne Davignon) et enfin ceux qui se retrouvent promus dans les "hauts grades" (De Castries cette année... mais qui sera intronisé l'an prochain ?).

Et très franchement, pourquoi chercher les sources d'un complot au Bilderberg quand les banques centrales sont déjà et sans contestation possible devenues les maîtres du Monde par le biais de leur entreprise de faux monnayage — tandis que les néoconservateurs dominant la politique étrangère américaine depuis l'ère Hoover (oui, Edgar le paranoïaque) et déclenchent au choix coups d'Etat et guerres quand bon leur chante, au mépris de l'ONU et même des intérêts géostratégiques des alliés des Etats-Unis.

Qu'est-ce que le Bilderberg pourrait concocter de pire que la destruction délibérée des monnaies et le plus phénoménal transfert de richesse des classes pauvres et moyennes vers une "hyper-classe", sur fond de déstabilisation de la moitié du Proche-Orient et de l'Ukraine par les services secrets américains.

Autrement dit, en matière de complot, plus c'est gros (plus ça crève les yeux parce que ça se déroule sous nos yeux), mieux ça passe !

Quand on a la Banque du Japon et la Fed à la manoeuvre (cette dernière étant peut-être bientôt relayée par la BCE), est-il besoin de s'interroger sur le rôle ou la justification occulte de la présence d'un Emmanuel Macron au Bilderberg ?

[Ceux qui s'illusionnent...](#)

Patrick Reymond 1 septembre 2014 <http://lachute.over-blog.com/>

Il y en a qui s'illusionnent, et s'intoxiquent. Prenez le cas de L'Ukraine. Le gouvernement était sans doute convaincu, que l'action des services secrets, le SBU, suffirait à réduire les menaces de sécession, et pour cause : sur 75 % du

territoire en ébullition, cette action avait suffi. Et puis, il y eût l'os. Le Donbass.

Pour ce qui est de not'bon nouveau gouvernement fraîchement sorti, et qui, comme la rose de Ronsard, sera fanée le soir, ce sera la même désillusion.

Relance de l'immobilier. " une batterie de **mesures choc** visant à relancer la **construction immobilière**, qui comprend une série de **carottes fiscales** en direction des **investisseurs** et revient sur **l'encadrement des loyers** cher à Cécile Duflot."

Le cadeau au plus riche, d'abord. On pourra louer à sa propre famille. Preuve, s'il en est que le problème est celui du montant du loyer, et celui de la recherche du locataire, pièce devenue rare.

Il y aura moins de défaillance bancaire, la solidarité familiale étant sensée compenser.

La bouffonnerie, c'est la fin de l'encadrement des loyers. Le problème, dans beaucoup d'endroits en France, c'est la pénurie de locataires, et la demande inexistante. On revoit apparaître, après la fièvre, le propriétaire qui s'en fout de louer, ou pas. 2 appartements de vide sur 4 ? il y en a encore deux qui paient.

Le problème, c'est que depuis R. Barre, le loyer, qui pouvait représenter 10 % du revenu, en représente en moyenne, 25 % aujourd'hui.

Le retrait des biens à la location revient davantage à la situation des biens, difficilement louables avec une demande faible ou inexistante, dégradés, manque de motivation des propriétaires, qu'à une quelconque crainte de non-paiement. En effet, un immeuble inoccupé coûte.

Certains n'ont simplement, pas ou plus d'appétit. Trop riches. (vive la tranche d'imposition à 75 %).

Mais, la déflation immobilière, en loyers et en prix, c'est simplement comme il a été dit je ne sais plus où, le retour au réel, et au plancher des vaches. La manipulation a ses limites.

Bous voulez loger vos parents ? En général, ils sont plutôt massivement propriétaires.

Vous voulez loger vos enfants ? Vue la natalité, ce sera vite fait. Il fallait pas voter la loi Veil.

Le vieillissement de la population, comme le disait JM Pouré entraîne aussi un afflux de biens, pour lequel le nombre d'acquéreurs se trouve réduit. Il ne fallait pas voter la loi Veil.

Cela va aussi entraîner les départements, et maisons de retraite, dans la mouise. La retraite, en Haute Loire, se situe à 880 euros, soit la moitié du montant du séjour. Bien entendu, ce montant va baisser, et le coût de la maison de retraite est le double. La possession immobilière étant sensée payer les 2 ans et 9 mois de séjour moyen, si cette "richesse" s'étouffe, devient marginale.

Le chaudron de la sorcière bout. Au moins, Cécile Duflot s'était attaquée au problème de la flambée des loyers, et menaçait la rente des propriétaires. Ceux-ci, en bon possédant, préfèrent tout perdre que de modérer leurs appétits.

Je me rappelle justement ce propriétaire de 4 logements (2 vides aujourd'hui). Il y a 20 ans, il n'était jamais en retard pour augmenter le loyer dans les limites possibles. Le régulateur a fait défaillance, les locataires ont fait construire, et il n'y en a plus en réserves.

SI les loyers étaient restés plus modérés sans doute la poussée vers la construction aurait été moins importante. Mais dans la totalité de la France, ce n'est pas le problème de la construction, qui se pose, mais de la destruction des logements anciens et pléthoriques, qui libèrent des terrains, une modération de l'augmentation des loyers, la fin des subtilités de l'INSEE sur les calculs des loyers "versés à soi-même", le retour aux trente glorieuses sur la régulation des prix des terrains.

Et surtout, si on veut réellement agir sur la dépression immobilière, passer une loi sur le renouvellement urbain, qui permette de débarrasser les friches industrielles, bâties, etc... et qui parfois représente plus de 50 % des anciens noyaux urbains.

Là, on aurait une vraie politique de la ville, et non plus les cadeaux aux plus riches, les emplâtres sur jambes de bois, et les délires les plus fous. Là aussi, [il faut euthanasier](#) une partie des rentiers, pour sauver le plus gros. Sinon, on aura la catastrophe économique.

Là aussi, politiquement, l'effondrement d'une partie des rentiers, soutiens et soutiers du régime sera très difficilement avalable.

Les détenteurs de dettes, d'ailleurs, ont clairement compris le message. L'affaire des fonds vautours, opposés à l'Argentine a entraîné un changement des règles. Il vaut mieux perdre un peu, ou même beaucoup, que tout. Mais le "petit" rentier, n'aime, lui, pas perdre, du tout.

Le gouvernement, les autorités, sont totalement incapables de comprendre un enchaînement des réactions. C'est pitoyable.

« La fin de la loi ALUR... et du marché immobilier ! »

Charles Sannat 2 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Pour toutes celles et ceux qui me suivent depuis un certain temps, ce ne sera pas une surprise pour eux que de me voir enchanté par l'enterrement de première classe que réserve Manuel Valls à la loi ALUR sur le logement portée par Cécile Duflot et qui n'aurait jamais dû voir le jour tant elle était absurde.

J'ai fait partie de ceux qui, dès le départ, ont mis en garde sur les dangers évidents de cette loi et sur ses conséquences qui ne pourraient aboutir qu'à un gel des constructions immobilières, une désertion massive des investisseurs et, au bout du compte, à une raréfaction des biens mis en location ainsi que, in fine, une augmentation des loyers alors même que Cécile Duflot voulait justement faire baisser les prix.

Le problème c'est qu'en économie, l'idéologie ne sert à rien. Or Cécile Duflot, comme une grande part des écologistes d'EELV, sont avant tout des idéologues ne connaissant rien ou presque aux mécanismes économiques de base.

Et ce qui devait arriver arriva !

Alors notre Cécile nationale voulait encadrer les loyers devenus trop cher. Et c'est vrai qu'ils le sont, trop cher. Mais il n'y a qu'une seule façon de les faire baisser : saturer l'offre de biens ! Pour saturer l'offre, il faut construire. Pour construire, il faut des investisseurs. Pour avoir des investisseurs, il faut laisser les gens en paix sinon ils prennent tout simplement la poudre d'escampette surtout s'ils pensent que l'on va chercher à les ruiner et à atteindre leur grisbi.

Comme Duflot a fait exactement ce qu'il ne fallait pas faire, évidemment les

ventes de logements neufs se sont effondrées puisque la ministre expliquait doctement aux investisseurs que les loyers seraient encadrés, gelés, bloqués, qu'ils étaient de méchants « exploitateurs » de gentils « locataires ». Or qui dit ventes gelées et effondrées, dit constructions gelées et effondrées et donc beaucoup plus de chômeurs puisque si quand « le BTP va, tout va », l'inverse est vrai aussi à savoir que quand le « BTP va pas bien, le reste va pas bien » ! Il devenait donc urgent pour le gouvernement de réagir face à des chiffres qui avaient depuis des mois dépassé le stade du « inquiétant » pour se rapprocher du niveau du « désespéré ».

Autre élément dramatique de la loi Duflot, les fameuses formalités pour réussir à signer un simple compromis de vente qui réclame tellement de paperasses diverses et « a-variées » qu'il faut désormais largement plus d'un mois, voire généralement deux pour réunir tous les papiers aussi inutiles les uns que les autres. Je pense notamment à l'historique intégral des changements de règlements intérieurs de votre copropriété... Imaginez le cas d'un vieil immeuble parisien datant de deux siècles... il faut les règlements de copro depuis l'origine pour « protéger » le gentil acquéreur du vilain vendeur. Et là, l'acquéreur pourra apprendre qu'en 1867 il était interdit de donner à bouffer du foin à son âne dans la cours de l'immeuble. C'est sûr qu'à ce niveau de détail, on est protégé... Sauf qu'on est tellement protégé qu'évidemment plus rien n'arrive à se vendre puisqu'il faut des semaines entières pour retrouver aux archives nationales le mode d'emploi de l'alimentation des ânes dans les halls d'immeuble du Paris des années 1800. Avec tous ces éléments négatifs et un marché immobilier au plus haut dans les grandes agglomérations, il n'en a pas fallu plus pour faire décrocher le marché.

Sans la loi Alur, l'immobilier peut-il repartir à toute allure ?

Du côté de Cécile Duflot, c'est le déni total. Sa loi était bonne, sa loi était belle, elle, elle avait tout compris et les autres n'ont rien pigé à son art. Sauf que la Loi Duflot a bien été l'élément déclencheur de ce qui sera sans doute considéré dans quelques années comme le point de basculement entre un marché haussier, qui a commencé en 1998, et un très grand marché baissier voué à durer a priori plusieurs années afin de purger les excès.

Alors effectivement lorsque Duflot indique que sa loi n'est pas la cause de

tout, en réalité et malgré la bêtise économique profonde de son texte, elle n'a pas tout à fait tort et il est assez peu probable que les aménagements que Valls souhaite y apporter changent fondamentalement la donne.

Pourquoi ? Parce que les fondamentaux pour l'immobilier sont tout simplement désastreux.

Pas de croissance pour ne pas parler de récession

Il n'y a pas, dans notre pays, de croissance économique. Même pas de reprise et même notre mamamouchi en chef s'en est enfin rendu compte et vient de faire son « coming out » économique-libéralo-financier. Peut-on penser raisonnablement que dans un pays au mieux durablement sans croissance l'immobilier puisse poursuivre encore et encore pour l'éternité son mouvement haussier qui dure déjà depuis 16 ans ?

Des taux d'intérêt au plus bas de toute l'histoire

94 % des achats immobiliers se font à crédit. Normal surtout vu les montants désormais atteints. Le marché immobilier est donc hyper sensible au comportement des taux d'intérêt. Or les taux n'ont tout simplement jamais été aussi bas. Jamais. Emprunter à 2,5 % sur 25 ans c'est tout simplement cadeau, presque gratuit. Cette baisse des taux a bien sûr entretenu le mouvement de hausse de l'immobilier mais comme il est peu probable que les banques vous paient pour acheter un appartement, les taux ne pourront plus aller tellement plus bas que leurs niveaux actuels. Ils ne peuvent donc techniquement que remonter. Lorsqu'ils remonteront, l'immobilier se fracassera sur l'insolvabilité des ménages.

Petit rappel, à tous ceux qui ont un crédit immobilier en cours pensez à renégocier, à tous ceux qui sont en taux variables, convertissez au plus vite en taux fixe, même si cela est un tout petit peu plus cher pendant quelques mois... vous allez beaucoup vous en vouloir de ne pas l'avoir fait...

L'insolvabilité des ménages

Pour que les prix montent, il faut que les ménages soient solvables. Pour qu'ils le soient, il faut qu'il y ait de la croissance économique et de l'emploi. Pas du chômage de masse surtout lorsque l'on va s'endetter pour 25 ans. Aujourd'hui, pour l'écrasante majorité de nos concitoyens, la visibilité

professionnelle c'est plutôt le grand brouillard, voire le plan social qui se profile dangereusement à l'horizon. Logiquement, les gens ne veulent tout simplement plus emprunter, surtout dans un marché aujourd'hui déjà orienté à la baisse.

Une démographie catastrophique pour l'immobilier et l'ensemble des actifs financiers

Avec l'arrivée du « papy-boom » et des générations d'après-guerre à la retraite, nous allons assister à un grand chamboulement patrimonial. En effet, essentiellement le patrimoine est détenu par les seniors, c'est-à-dire les plus de 60 ans. Ces gens détiennent aussi bien le marché immobilier que les actions, ou encore les obligations de l'État français à travers leurs contrats d'assurance vie.

Chemin faisant et âge avançant, certains nous quitteront trop vite, d'autres connaîtront les difficultés de la dépendance et les coûts prohibitifs des maisons de retraite. En clair, si jusqu'à un certain âge on construit son patrimoine et que l'on met de côté, au-delà d'une certaine limite les besoins s'inversent et les seniors doivent piocher dans leur bas de laine patiemment constitué pour compenser des retraites là aussi condamnées dans le meilleur des cas à déjà ne pas être revalorisées.

Or, la question c'est à qui ces millions de seniors pourront-ils revendre leurs millions de logement vu qu'après eux, il y a plutôt des millions de chômeurs insolvables plutôt que des millions de clients solvables ? La réponse est assez simple. Dans un pays où le salaire médian est de l'ordre de 1 500 euros par mois, où un banquier prête un tiers de vos revenus et où généralement on achète en couple, on peut poser le calcul suivant. Soit un couple avec un enfant (ou deux) gagnant 3 000 euros par mois, trouvant un banquier acceptant de lui prêter l'équivalent d'un remboursement mensuel de 900 euros par mois, alors ce couple pourra emprunter sur 25 ans la modique somme de (roulement de tambour...) : 175 000 euros... au mieux avec des taux au plus bas et sur une durée très longue et c'est le moins que l'on puisse dire. Cette moyenne est nationale et elle le sera encore plus dans les années à venir avec la crise économique et l'austérité qui n'ont pas encore produit tous leurs effets.

Cela vous laisse donc imaginer le potentiel de baisse.

L'arme atomique de Valls

C'est bien parce que le gouvernement est conscient de tout cela qu'il souhaite sortir l'arme atomique de l'immobilier, à savoir permettre dans le cadre des lois de défiscalisation de louer l'appartement acheté à un ascendant ou à un descendant, ce qui est évidemment la porte ouverte à tous les abus, raison pour laquelle cela n'a jamais été fait.

En effet, j'achète un appartement, je le défiscalise (comprenez je paie moins d'impôts ou pas du tout), je verse une pension à mon gosse (que je déduis aussi de mes impôts) puis avec l'argent que j'ai refile à mon gamin, il me paie un loyer... Merci Manu ! Sauf que l'administration fiscale risque de ne pas l'entendre de cette oreille et que de nombreux problèmes vont là aussi se poser. Il va donc être urgent d'attendre avant de se ruer vers la fausse bonne affaire et voir le traitement réservé par le Fisc et les possibilités légales réellement ouvertes tout en se méfiant du changement de règles arrivant deux ou trois ans après...

Enfin, pour le coup de la « libération du foncier », dans les très grandes villes, tout est déjà construit depuis bien longtemps, la réserve foncière se trouvant donc en périphérie et en banlieue où les prix baissent actuellement le plus. Dans les plus petites villes, les marchés immobiliers locaux ont été saturés d'une offre pléthorique lors des précédentes lois de défiscalisations comme les « Robien » ou « Scellier ».

La seule solution pour sauver l'immobilier : que l'État fasse faillite !

Logiquement donc, mon point de vue est que le marché immobilier a commencé son grand mouvement baissier depuis cette année et que 2014 sera l'année de la bascule.

La seule chose qui puisse venir enrayer ce cycle baissier naturel et profond c'est tout simplement le retour d'une croissance à presque deux chiffres (illusoire). Sinon, même avec une reprise économique, le cycle baissier aurait tout de même lieu puisque aucun actif ne monte jusqu'au ciel.

Non, la seule chose qui pourrait véritablement changer et inverser ce cycle baissier, ce sont des risques prononcés de faillites bancaires ou de l'État car dans un tel contexte, les gens se rueraient dans les agences immobilières pour acheter n'importe quel truc sans même le visiter plutôt que de tout perdre à la

banque et chez les vendeurs d'or en tentant désespérément de se procurer une ou deux piécettes à prix... d'or.

Mais cela ne serait qu'un feu de paille et le mouvement séculier baissier de l'immobilier reprendrait tout aussi vite.

En conclusion, n'investissez plus dans le locatif, ce que je dis déjà depuis deux ans, en revanche pour les résidences principales c'est un peu différent. Disons que la stratégie idéale serait, pour ceux qui en ont une, de revendre son appartement en ville pour acheter à la campagne tout en purgeant au passage tous vos crédits.

Au bout du compte, vous êtes propriétaires d'une maison où vous serez plus autonomes et sans dette à la place d'un appartement acheté à crédit. Le différentiel de prix entre la ville et la campagne auquel s'ajoutent des plus-values vous permet de financer votre désendettement total ou presque. Comme les prix à la campagne sont nettement plus bas et qu'ils ont déjà baissé, disons que vous perdrez peut être 50 % de 200 000 euros au lieu de perdre 50 % de 500 000... Dans un cas, votre crédit pourrait devenir supérieur à la valeur de votre bien alors que dans l'autre, vous n'avez plus de dette. Enfin, à la campagne, vous serez nettement mieux qu'en ville pour affronter ce qui s'annonce.

Si après il vous reste des sous, équipez bien votre maison, puis achetez un peu d'or tant que personne ne panique. Laissez reposer quelques années.

Revendez votre or très, très cher. Rachetez de l'immobilier à prix bradé. Attendez encore quelques années. Laissez-les tous acheter des appartements. Revendez les vôtres achetés à vil prix avec votre petit tas d'or qui valait très cher. Empochez votre plus-value. Achetez votre bateau, et laissez tout pour profiter de la vie, vous êtes riche. Délai estimé : environ 20 ans. Mais la véritable gestion patrimoniale, ce n'est pas une vision à 6 mois. Une stratégie patrimoniale, comme une stratégie industrielle, cela se déploie sur des décennies.

Mais évidemment, tout votre entourage vous expliquera pour tout plein de bonnes raisons (en général très mauvaises et stupides du niveau tout juste « poids des habitudes ») que ce n'est pas possible. Certains parmi vous se demanderont alors pourquoi acheter à la campagne et ne pas louer pour avoir encore plus d'or à placer ? Pour une raison de bon sens évidente. On ne

spécule pas avec sa résidence principale. On se loge et on se donne de l'autonomie et de l'indépendance. Une résidence principale est donc indispensable dans un patrimoine. Tant pis si son prix baisse. Il finira par remonter et si vous vendez « pas cher », vous rachèterez « pas cher ». Et puis l'or devrait monter, évidemment, mais dans une saine gestion patrimoniale on ne met jamais tous ses œufs dans le même panier. De l'or sans aucun doute, une résidence principale sans aucun doute aussi (pour ceux qui le peuvent). Bref, on n'achète pas que de l'immobilier ou que de l'or (ou d'autre chose d'ailleurs).

Voilà pour la stratégie idéale... Après, pour la mise en place, c'est l'éternelle différence entre la théorie et la pratique !!

Préparez-vous et restez à l'écoute.

France : la conjoncture continue à se détériorer dans l'industrie

C'est une dépêche Reuters qui nous a appris que « l'indice PMI de l'industrie manufacturière française a marqué un plancher de 15 mois en août, selon l'estimation publiée par Markit ce matin, à 46,9 points, contre 47,8 points en juillet ».

On nous sort le sempiternel « c'est moins pire qu'attendu » mais cela ne change rien au fait que ce ne soit pas bon du tout.

Bref, c'est la cata économique mais notre Président commence enfin à s'en rendre compte. Au bout de 2 ans, c'est plutôt encourageant...

Charles SANNAT

[Source Boursier.com ici](#)

Xi encourage l'innovation dans le contexte d'une "nouvelle révolution militaire"

Nous commençons par l'armée chinoise... Le président Xi Jinping souhaite que l'armée de son pays innove, dans un contexte où le monde traverse je cite, une « nouvelle révolution militaire ».

Xi Jinping, en sa qualité de président de la commission militaire centrale, s'est exprimé tout en présidant cette réunion du Bureau politique du Parti communiste chinois vendredi. Au cours de cette réunion, les hauts responsables ont abordé la question du développement des armées dans le

monde et de l'innovation chinoise dans le domaine militaire. Xi a déclaré que la situation mondiale actuelle apporterait des opportunités et des défis à la Chine. Les forces armées du pays doivent développer la prévoyance et la perspicacité pour ces nouvelles réalités et maintenir le rythme de l'innovation.

Le président a ajouté que la Chine devait continuer d'élaborer des réformes précises en matière de défense nationale et de constructions militaires. Xi a fait remarquer que le développement fondé sur l'information était le cœur du progrès dans le domaine militaire. Il a indiqué que le renforcement de l'armée concernait aussi l'innovation en matière de stratégies militaires, de technologies et de pensée opérationnelle. Xi Jinping a appelé tous les membres du parti à mieux saisir les questions militaires et à soutenir davantage la défense nationale du pays et les réformes militaires.

[Source Agence Xinhua ici](#)

Analyse & décryptage

Après la pause dans la course aux armements ayant suivi la chute du mur de Berlin et de l'ex-URSS, le monde rentre dans une nouvelle phase de confrontation géopolitique avec en ligne de mire la contestation massive et juste de l'hégémonie américaine qui ne repose plus sur la force des idées et sur la liberté mais sur l'utilisation abusive d'une position dominante devenue insupportable pour ceux qui ont encore le sens de l'intérêt de leur propre nation.

La Chine, devenue puissante, ne veut pas passer sous les fourches caudines de Washington et le monde, comme toute structure de construction humaine, a besoin de contre-pouvoirs.

La véritable question est de savoir si cette fois nous irons jusqu'à la guerre.

Charles SANNAT

Nouvelles sanctions européennes : Moscou se réserve le droit de réagir

Voici la réponse du berger à la bergère avec la Russie qui se veut évidemment menaçante suite aux nouvelles propositions en particulier britannique de renforcement des sanctions avec cette histoire de système Swift. Il ne faudra pas s'étonner si cet hiver l'Europe a froid. Pourvu qu'elle n'ait pas en plus faim.

Charles SANNAT

MOSCOU, 1er septembre – RIA Novosti

La Russie se réserve le droit de défendre ses intérêts, si l'UE durcit ses sanctions, a annoncé lundi le ministère russe des Affaires étrangères.

« La Russie se réserve le droit d'adopter des mesures appelées à défendre ses intérêts légitimes en cas d'adoption de nouvelles sanctions antirusse », a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso a déclaré le 30 août que la Commission avait déjà préparé des options au cas où les États membres décideraient de renforcer les sanctions contre Moscou.

[Source Agence de Presse RIA-Novosti ici](#)

Le Royaume-Uni veut que l'UE bloque l'accès de la Russie au réseau bancaire SWIFT

C'est une dépêche particulièrement importante de l'agence de presse anglo-saxonne Bloomberg qui relaie les propos d'un haut fonctionnaire du gouvernement britannique « exhortant » les dirigeants de l'Union européenne dans le cadre d'une extension des sanctions sur le conflit en Ukraine à envisager de bloquer l'accès russe au système de transaction bancaire SWIFT.

D'après Bloomberg, le Premier ministre David Cameron aurait l'intention de mettre ce sujet à l'ordre du jour d'une réunion des dirigeants de l'UE à Bruxelles.

Bloquer l'accès à la Russie au système SWIFT reviendrait quasiment de facto à couper la Russie du reste du monde puisque l'ensemble des transactions financières et commerciales de la planète passent par ce système ou presque.

Ce serait évidemment une escalade gravissime de la part de l'Occident dans ses sanctions commerciales. Il faut se rendre compte et mesurer l'impact d'une telle décision. Cela revient à pousser la Russie dans ses derniers retranchements, à l'acculer pour provoquer une réaction violente que l'on finira bien par obtenir.

À la fin des années 30, les États-Unis ont employé la même stratégie totalement hypocrite de l'encerclement, de l'embargo et des sanctions économiques à l'égard du... Japon. En 1941, le Japon, qui n'avait plus que

quelques mois de ressources et de réserves devant lui, était obligé d'attaquer les USA pour desserrer l'étau. Cela fut sciemment orchestré et peu importe les millions de morts et les souffrances.

Rien ne semble pouvoir arrêter l'emballement dans les relations russo-occidentales. Cela sera pour le plus grand malheur de tous les peuples d'Europe, à commencer par les Français.

La Russie évidemment réagira et il est peu probable qu'elle le fasse par une guerre. Il est en revanche fortement possible que le gaz soit coupé cet hiver et que les Européens aient particulièrement froid.

Préparez-vous.

Charles SANNAT

[Source Agence de Presse Bloomberg ici](#)

À nouveau ce sentiment d'angoisse concernant l'avenir de l'euro !!

Merci à notre camarade contrarien Nicolas qui m'a transmis cet article de *The Economist* à côté duquel j'étais passé, pause estivale oblige, et présentant une vision toujours aussi digne d'intérêt.

En substance, cet article indique le retour de ce sentiment très fort d'angoisse concernant l'avenir de l'euro et, plus généralement, de la zone euro qui semble sortir de la torpeur non pas estivale mais liée à l'endormissement créé par les propos de Mario Draghi, le gouverneur de la BCE, qui avait dit il y a plus de deux ans qu'il « ferait tout ce qui serait nécessaire pour sauver l'euro et croyez-moi ce sera suffisant ». Toute cette belle illusion semblant tomber, il ne reste plus que les faits, à savoir une zone euro sans croissance pour ne pas parler d'une récession évidente et larvée, des déficits abyssaux, des dettes publiques monumentales et l'incapacité de l'Allemagne, de la France et de l'Italie à trouver un moyen pour renflouer l'économie européenne.

C'est cette analyse qui conduit *The Economist* très justement d'ailleurs à affirmer que « l'euro peut encore être condamné », ou qu'en tout cas il est très loin d'être sauvé.

Cette analyse évidemment je la partage et c'est le premier article de média important qui revient enfin sur cette grande illusion du sauvetage de l'euro puisque qu'aucun des problèmes qui avaient mené aux craintes de 2011 n'a trouvé de résolution. Au contraire même. En trois ans, la situation partout

s'est aggravée et nous pourrons bientôt le constater avec un dérapage énorme des finances publiques et des déficits... en France.

Si nos autorités ont su mettre sous le tapis les problèmes, cela ne peut durer qu'un temps plus ou moins long. Or partout l'on commence à entendre de sinistres craquements annonciateurs d'un nouvel épisode d'angoisse paroxystique. Préparez-vous.

Charles SANNAT

[Source The Economist ici](#)

Ukraine, une guerre où tous les coups (économiques) sont permis

2 septembre 2014 | [Cécile Chevré](#) |

Peu de sujets sont capables d'engendrer un tel monceau d'informations et de contre-informations que le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Pendant un moment, j'ai eu l'ambition de me faire une idée un peu claire des tenants et aboutissants de ces tensions grandissantes, je suis allée trainer non seulement sur les sources d'informations "officielles" de part et d'autres mais aussi sur des sites plus marginaux pour ne pas dire louches qui se cachent sous le terme de "liberté d'expression" pour exprimer des torrents de haine et de délire.

Après cette plongée dans les limites de l'information à l'ère d'Internet et des réseaux sociaux, difficile de tirer une conclusion qui se tienne et encore moins de vous brosser un tableau d'ensemble. Cependant, je me permets de vous signaler l'article d'un envoyé spécial du *Monde* qui a l'immense avantage d'être sur le terrain. [A lire ici...](#)

Alors qu'une étape vers le conflit ouvert semble avoir été franchie, voici un rapide résumé des récents événements.

- Le 28 août dernier, le président ukrainien a dénoncé une nouvelle fois une intervention militaire russe dans l'Est du pays, signalant la présence de militaires russes à plusieurs endroits de la région du Donbass autour de Donetsk.

- Du côté russe, le gouvernement affirme ne pas s'être lancé dans une opération officielle mais reconnaît la présence de Russes agissant "de leur

propre chef” sur le territoire ukrainien. Poutine dénonce en outre les actions des forces pro-ukrainiennes à l’encontre des populations civiles de l’Est du pays.

Vladimir Poutine a évoqué pour la première fois le “statut étatique” de l’Est de l’Ukraine

- Le 31 août dernier, Vladimir Poutine a évoqué pour la première fois le “statut étatique” de l’Est de l’Ukraine. Sous-texte : Moscou soutient la partition de l’Ukraine et l’indépendance de sa partie orientale.

- Enfin pour conclure cette mise à jour, la Pologne et les pays Baltes réclament à cor et à cris une intervention européenne contre la Russie.

Cela ne sent ni la colombe ni le rameau d’olivier... Et un véritable embrouillamini. Comme d’habitude, je vais donc me concentrer sur les aspects économiques de ce conflit.

Car celui-ci, qui menace aujourd’hui de se transformer en une guerre ouverte entre l’Ukraine – soutenue par les Occidentaux – et la Russie a aussi un important pan économique.

Encore plus de sanctions

Le 30 août dernier, l’Union européenne annonçait qu’elle allait réfléchir à de nouvelles sanctions contre la Russie. Des propositions devraient être faites d’ici la fin de la semaine ce qui coïncidera avec l’arrivée de Barack Obama sur le Vieux Continent.

Le président américain est en effet attendu au prochain sommet de l’OTAN – dont l’Ukraine sera le principal sujet – et va faire une visite très symbolique en Estonie. Une visite dans un pays balte rare pour un président américain – la dernière date de 2006 quand George W. Bush s’était rendu en Lettonie – et qui n’est pas à prendre à la légère alors que l’Estonie, la Lettonie et la Lituanie se sont dernièrement inquiétés des ambitions territoriales russes.

Chacun attend que Barack Obama profite de sa visite à Tallinn pour réaffirmer l’engagement des Etats-Unis à faire respecter l’article 5 du traité de l’OTAN, instituant que les pays membres sont tenus de porter secours à l’un des leurs s’il est attaqué. Un message très clair en direction

Chacun attend que Barack Obama profite de sa visite à Tallinn pour réaffirmer l’engagement des Etats-Unis à faire respecter l’article 5 du traité de l’OTAN, instituant que les pays membres sont tenus de porter secours à l’un des leurs s’il est attaqué

de Moscou.

Si les Européens sont loin d'être unanimes sur le contenu des sanctions à mettre en place contre la Russie et ses principaux intérêts économiques, c'est tout de même la troisième fois que l'Union européenne tente de brandir cette menace.

La Russie frappe là où cela fait mal

La Russie a répliqué en visant les intérêts américains et européens sur son territoire. Une réplique qui est parfois anecdotique (plusieurs restaurants McDonald's ont ainsi été fermés pour des raisons "sanitaires") mais d'autres pourraient avoir des répercussions économiques non négligeables en Europe.

Le 6 août dernier, Vladimir Poutine interdisait l'importation de produits agroalimentaires provenant de pays appliquant des sanctions économiques contre la Russie. Or la Russie est l'un des principaux clients de la filière agroalimentaire européenne. L'année dernière, les importations avaient représentées 10,2 milliards d'euros.

La FNSA chiffre à au moins 500 millions d'euros les pertes pour l'agroalimentaire français

Un coup qui risque de s'avérer rude pour les éleveurs, agriculteurs et vignerons européens. La FNSA chiffre à au moins 500 millions d'euros les pertes pour l'agroalimentaire français. Là encore, difficile d'évaluer les conséquences de ce boycott

qui ne touche vraiment que certains filières dans certains pays.

Cependant, signe qu'elle ne prend pas à la légère cette décision russe, l'Union européenne a décidé le 18 août dernier d'accorder une aide de 125 millions d'euros aux maraîchers pour tenter de compenser une partie des pertes.

Mais les conséquences économiques de ce conflit ne s'arrêtent pas là. Outre la menace gazière, c'est aussi l'arme technologique qui est brandie des deux côtés de la ligne de front. Une nouvelle preuve que les conflits ont pris une nouvelle dimension... qui passe par Internet. Et c'est ce que nous verrons dès demain dans la *Quotidienne*.

L'exposition délirante des banques sur les produits dérivés !

Crashdebug 2 septembre

Ça vous paraît dingue que l'on arrive à des montants pareils sur des produits dérivés ? C'est-à-dire (pour moi) des produits financiers (des algorithmes) basés sur tout et n'importe quoi...

Alors n'oubliez pas que le marché se régule tout seul... Vous voyez bien... D'ailleurs ne vous inquiétez pas tout est « under control », et ils ont déjà trouvé une solution...

Les activités de spéculation des banques n'étant TOUJOURS pas séparées des activités de dépôts, ça risque de faire très, très, mal quand il faudra consolider tout cela, sur quelque chose de tangible... Autre que des « mathématiques... »

Pour rappel, les produits dérivés sont notamment à l'origine de la crise de 2007-2010, et pourtant ils ont augmenté de 29%....

Cherchez l'erreur...

Alors que la réglementation sur les dérivés tarde à s'harmoniser, le montant de ces produits atteint à nouveau un record. Selon la dernière étude d'Alphavalue, le risque qu'ils font courir au système serait bien supérieur à ce que laisse supposer la communication financière des banques.

D'après la Banque des règlements internationaux, le montant notionnel des dérivés échangés de gré à gré (soit la majorité du marché) a atteint 693.000 milliards de dollars au premier semestre 2013 (sans double comptage). C'est moins que le record du premier semestre 2011 (707.000 milliards), mais déjà supérieur au sommet datant de la faillite de Lehman Brothers (684.000 milliards).

Christophe Nijdam, analyste bancaire chez Alphavalue, insiste sur la valeur « notionnelle » : « Un montant notionnel ne reflète pas le risque associé aux contrats de dérivés, mais il indique le volume de l'activité d'une banque. Tandis que la gross market value privilégiée par le secteur, c'est-à-dire la valeur théorique de remplacement du contrat, sous-estime l'ampleur du risque réel en cas de crise systémique. En outre, le calcul des appels de marge initiaux exigés par les chambres de compensation repose sur les montants notionnels ».

Dans ce registre, les banques européennes les plus exposées en 2012 sont suisses, françaises et britanniques, même si Deutsche Bank domine les

débats, avec 55.600 milliards d'euros. Suivent BNP Paribas (48.300 milliards), Barclays (47.900 milliards), RBS (45.900 milliards), Credit Suisse (41.200 milliards) et UBS (30.900 milliards). La Société Générale (19.200 milliards) et CASA (16.700 milliards) sont 8e et 9e.

Rapportée au PIB, l'exposition des groupes suisses est la plus disproportionnée: les montants affichés par Credit Suisse et UBS représentent 86 et 65 fois le PIB de la Suisse. Barclays et de RBS suivent loin derrière (26 et 25 fois). BNP Paribas (cinquième) domine les établissements français (24 fois), devant la Société Générale (10e avec un multiple de 10) et CASA (11e, 8 fois). Deutsche Bank est 7e (21,5 fois le PIB allemand).

Ces éléments donnent une idée du risque qu'une perte ferait courir aux capitaux propres des banques. Les plus sensibles sont Credit Suisse, Deutsche Bank, UBS, Barclays et BNP Paribas, pour qui une perte de 16 points de base (pb) des montants notionnels de dérivés aurait suffi pour effacer le capital (share equity) 2012. La sensibilité atteint 22 pb pour CASA et 26 pb pour la SG.

Source : agefi.fr

54.700.000.000.000 € ou 54 trillions d'euros ou encore 54.700 milliards d'euros. C'est le montant de l'exposition de la Deutsche Bank sur les dérivés.

Le 22 juillet 2014, Zerohedge nous rappelait l'exposition de Deutsche Bank sur les dérivés et met ce chiffre en rapport avec le PIB allemand et de la Zone Euro... Consternant comme vous pouvez le constater sur le graphique ci-dessous.

[Une singulière gouvernance européenne](#)

Posté le 1 septembre 2014 par Bcolmant

Le diable est dans les détails.

Une infime information révèle la crue vérité de la gouvernance européenne.

En effet, lorsque, lors du symposium de Jackson Hole, Mario Draghi a

indiqué qu'il fallait relâcher les contraintes de la politique fiscale et que la BCE devrait envisager un assouplissement monétaire, il s'est fait prestement rappeler à l'ordre par la chancelière allemande.

Le fait est accessoire, mais il est instructif de deux réalités :

1. Il sera impossible à la BCE de contribuer à une sortie de la déflation qui s'installe dans la zone euro sans relâcher simultanément les plans de rigueur. Exiger l'austérité budgétaire tout en assouplissant la création monétaire revient à pousser sur le frein et l'accélérateur d'une voiture.

2. L'indépendance de la BCE, tellement invoquée pour conforter l'insularité intellectuelle de la BCE, devient vite fragile lorsque la BCE exerce son indépendance d'appréciation.

Cette gouvernance est singulière. Elle est très proche d'une technocratie.

Non le Système ne va pas à la catastrophe, mais vous, vous y allez !

By the wolf Lupus on 31/08/2014 Par Bruno Bertez

Cet article expose une position éditoriale de fond. Il part de l'idée que les dominants règnent par la peur et que tous ceux qui se font les apôtres du catastrophisme et du millénarisme sont complices sans le vouloir de ces mêmes dominants.

La réalité que nous essayons de rendre visible est que la crise et la peur sont des moyens utilisés par le Système pour se reproduire, pour s'enraciner, pour boucher ses failles. Bref pour se renforcer.

Dans le non-conventionnel, dans les mesures scélérates, il n'y a pas de retour en arrière, tout au plus des pauses. Cette tactique profite de l'absence de culture et de mémoire des citoyens. Nous soutenons que ralentir, faire la pause, ce n'est pas revenir en arrière, c'est consolider, comme en Bourse.

Beaucoup de gens plus ou moins autorisés expriment des points de vue que nous qualifions de millénaristes ou catastrophistes. Dans le genre : ***"Nous allons dans le mur, tout va s'écrouler, les monnaies ne vaudront plus rien"*** etc. Il y a de nombreuses variantes au millénarisme, depuis la déflation, l'hyperinflation à l'implosion du système pour ne rester que dans le registre

économique et financier.

Nous sommes désolés de les contredire, mais nous nous devons de défendre notre ligne qui est tout sauf celle d'un Cassandre millénariste. Nous nous spécialisons dans l'analyse de la crise depuis fort longtemps et notre jugement est pessimiste. Cela veut dire que nous pensons que cela ira plus mal avant d'aller mieux et surtout que les remèdes que l'on applique sont des faux remèdes. Faux remèdes dans le sens où ils ne produiront pas les résultats que l'on prétend poursuivre, pour la bonne raison que les objectifs ne sont pas ceux que les élites affirment: Sortir de la crise ! Il en va du monde global comme de l'Europe, ce qui est en cours ce n'est pas le traitement de la crise, mais la mise en place d'une autre Europe contre l'avis des peuples.

Nous nous efforçons de vous montrer que peu à peu le Système mute, s'adapte afin de préserver les intérêts des dominants et de leurs alliés: On modifie les comportements par la propagande et les lois nouvelles, on contrôle, on affaiblit les rebelles, on ment pour imposer, on écoute, on épie et on arme jusqu'à la police contre les citoyens au prétexte d'ordre social. Le terrorisme, les menaces de guerre, la prédation fiscale culpabilisante, la crise, tout cela fait partie de la panoplie pour obtenir la résignation des peuples vieillissants, peureux et lâches.

Notre originalité est là, dans ce refus de propager la peur, refus de contribuer à l'asservissement. Les Cassandre jouent le jeu des Pouvoirs, car nos peuples vieillissants se contrôlent par le peur, la frilosité, la paralysie, le "à quoi bon".

Depuis longtemps nous popularisons l'idée que la crise est un enjeu, un défi à relever! La résignation conduit à laisser le champ libre aux dominants, à leur laisser imposer le système neuf qui, à la fois garantira et renforcera leur statut, mais en même temps scellera votre nouvelle servitude béate.

L'enjeu est économique car c'est l'économie, la production qui impriment leur marques à tout, les idéologies, les théories, les mœurs, les moyens de lutter et de dire non.

Mais l'économisme est une erreur, car le véritable enjeu, c'est la liberté, le sens de votre vie, l'autonomie, la non dépendance; tout ce que vous pouvez mettre sur ces mots et qui va dans le sens que j'indique, celui de la recherche d'une vie authentique, la vôtre pas celle du Système. Car ne vous y trompez pas, ils vont, vous l'avez vu ces derniers mois, jusqu'à vouloir construire un

homme nouveau, ni homme ni femme, ni déterminé, ni identifié; bref ils veulent un tableau noir sur lequel ils pourront vous écrire et vous formater. Les frontières qu'ils veulent modifier ce ne sont pas seulement celles de l'histoire et de la géographie, mais aussi celles de votre être, de vous, en tant que sujet. Tout se tient, c'est une entreprise totalitaire.

Cette entreprise est balbutiante, elle progresse par essais et erreurs. Erreurs qui ne leur coûtent rien puisque c'est à vous qu'ils les font payer! Erreurs qui les renforcent car à chaque fois au lieu de corriger, ils disent nous n'en avons pas fait assez, il faut en faire plus de tout ce qui conduit à votre ruine...

Les dominants n'ont pas le pouvoir de résoudre les problèmes, ils ont le pouvoir de repousser les échéances et pendant ce temps de faire en sorte que ce soit vous qui supportiez les charges, vous qui vous vous affaiblissiez en tant que classe. Le meilleur exemple est le chômage, ils construisent un système de mise en concurrence des travailleurs qui structurellement, fondamentalement produit du sous-emploi et ensuite ils se servent de ce sous-emploi qui affaiblit la classe des salariés pour les laminer. On met en place une machine systémique à produire du sous-emploi, puis on met les salariés en concurrence, dans l'Arène Mondiale, on leur dit battez-vous, que le meilleur gagne et pendant ce temps on profite du rapport de forces ainsi créé pour confisquer les gains de productivité, confisquer le progrès. Cela fait 30 ans que les salaires réels ne progressent plus, 20 ans qu'ils s'octroient les dividendes de la paix et de la chute de l'URSS.

La crise financière est une étape. Ce n'est ni une fin, ni une apocalypse. Ils ont le pouvoir de retarder et de repousser, de gagner du temps, beaucoup de temps. Les outils nouveaux qu'ils se sont donnés vont être pérennisés, le non-conventionnel est durable. [En passant, vous comprenez le sens de notre analyse du prix des assets](#), et ce que nous voulons dire [lorsque nous affirmons que cette fois, c'est différent et qu'il n'y a pas de bulles](#). Le nouveau statut des assets, c'est la déconnexion. Ils flottent comme les monnaies, comme le dollar.

Le Système n'échappe pas à la Loi de la Valeur et à la rareté, mais il s'est donné les moyens de tricher, voilà le grand secret qui lui permet de durer et de muter au profit des dominants. Quand la prochaine crise arrivera, soi-disant crise notez-le, alors ils franchiront une étape. La FED aura touché ses limites, elle sera surexposée, elle ne pourra liquéfier et solvabiliser le

Systeme comme elle l'a fait en 2008/2009, et c'est le FMI des élites, non démocratique, des guelfes noirs, non nationales, qui prendra le relais! C'est lui qui fournira les liquidités sans contrôle, sans surveillance, dans le plus grand secret. Déjà, à trois reprises, les SDR sont venus au secours du dollar, c'était un rodage, une répétition.

Tout est dans les cartons, avec les lois scélérates qui permettront d'amputer les dépôts bancaires et les avoirs des citoyens ordinaires.

[Au Canada aussi. Le bail-in a été adopté en juillet 2013 par Stephen Harper.]

L'Anschluss économique

Michel Santi 02. sept. 2014



La France serait-elle désormais le 17ème Land allemand ? Invité à l'université d'été du Medef, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, outré par les salaires français décidément trop élevés, est donc venu dans son 17ème Land afin d'y prodiguer ses consignes. Et tant pis si le paquebot-Europe chavire et que nous devenions la risée du monde entier, comme l'illustre la dernière couverture de l'hebdomadaire « The Economist », ayant réalisé un photomontage en une comprenant Angela Merkel et François Hollande debout sur un bateau confectionné à partir d'un billet de vingt euros visiblement en train de sombrer, et n'ayant aucun égard pour Mario Draghi qui tente désespérément d'écoper pour éviter le naufrage.

Après tout, l'honneur n'est-il pas sauf avec un taux d'inflation de 0.4% pour le mois de juillet dernier ? C'est-à-dire en-dessous du seuil maximum toléré de 2%, ainsi que l'annonce fièrement le [dernier bulletin de la BCE](#). Que

Schäuble, Merkel et Hollande soient donc sans crainte : la BCE n'entreprendra aucune baisse de taux quantitatives. Pour la simple et unique raison que, aujourd'hui – en septembre 2014-, plus aucun programme de création monétaire ne serait désormais en mesure de sauver cette Europe qui coule à pic ! Un assouplissement supplémentaire de politique monétaire aurait certes un impact positif sur l'octroi de nouveaux crédits. Pour autant, la consommation européenne qui reste anémique – voire qui recule davantage du fait d'une inflation quasi nulle – neutralisera tous les effets bénéfiques de ces hypothétiques baisses de taux quantitatives.

Aujourd'hui, seuls les investissements publics, menés au niveau de l'Union, sont encore susceptibles de renverser la vapeur, c'est-à-dire de se mesurer à la Grande Dépression Européenne et de juguler la spirale déflationniste. Pour ce faire, l'Union devra émettre un ambitieux programme d'Eurobonds, destiné par exemple à financer un vaste plan de transition énergétique, tout en faisant abstraction du critère des 3% de déficits. Il y a du reste fort à parier qu'une détermination à relancer l'activité économique de la part des autorités européennes serait bien accueillie par des marchés financiers qui s'accommoderaient dès lors aisément de cette escalade des déficits, lesquels seraient nécessairement provisoires et seraient résorbés par une politique contre-cyclique dès le retour d'une croissance robuste. C'est donc une volte-face fiscale et budgétaire au niveau de l'Union ou d'un groupement de pays de l'Union, et c'est donc une authentique politique d'investissements massifs qui permettront le rétablissement de nos économies, bien plus et bien mieux qu'une action de la BCE, désormais impuissante car trop tardive...

Au lieu de cela, et sous l'intense pression allemande, cette Union se résigne à tenter de trouver à travers ses exportations cette croissance qu'elle n'est plus capable de générer intérieurement par sa consommation. Au risque d'être de plus en plus dépendante de la croissance du reste du monde. Comme l'est du reste l'Allemagne qui subit aujourd'hui le contre coup de la crise russo-ukrainienne avec un [P.I.B. négatif](#) de 0.2% au trimestre dernier, elle dont les [exportations vers la Russie](#) s'effondrent et qui subit un [déclin](#) inquiétant du moral de ses entrepreneurs. Car ce n'est évidemment pas à l'intérieur que l'Allemagne pourra chercher ni trouver son salut, elle dont seulement 19

trimestres sur 72 depuis 1999, ont vu la consommation intérieure progresser plus rapidement que le P.I.B. (source Eurostat). Il est facile, aujourd'hui, de blâmer Putin ou le ralentissement chinois, responsables – aux yeux des allemands – du tassement de leurs exportations.

Il est néanmoins incontestable que cette dépendance envers les exportations représente une faiblesse structurelle majeure pour un pays incapable de trouver à l'intérieur les ressources suffisantes pour parvenir à une croissance pérenne. Est-ce là le modèle que l'Allemagne s'attache à imposer à l'ensemble de l'Union? Doit-on se résigner à ce que la prospérité européenne soit greffée sur la croissance du reste du monde et que l'on soit systématiquement redevables de notre train de vie aux autres? Choisir et adopter ce modèle allemand nous placerait bien-sûr dans un état de fragilité économique permanente. Mais il condamnerait également l'Europe à n'être – politiquement – qu'un second rôle.

L'Or des russes !

En plein marasme économique, la Russie amasse de l'or. Sa banque centrale détient désormais un stock supérieur à celui – gigantesque – de la Suisse !



La crise silencieuse de l'Amazonie

septembre 2nd, 2014 | by [Mickael - Fondateur de News360x](#)



<https://www.youtube.com/watch?v=YmYDDT8d3P0>

« L'exploitation forestière illégale est généralisée en Amazonie brésilienne. Après des années de baisse, la déforestation y est repartie à la hausse—augmentation de 28% sur un an. L'exploitation illégale du bois en est la première étape. 1/ 3 du bois d'Amazonie est exporté vers l'Europe, la France en est le premier destinataire. Caen, La Rochelle, Le Havre ou Nantes, sont les principaux ports d'importation de bois sciés amazoniens, comme l'Ipê. Ces produits sont vendus sous forme de parquet, terrasse, caillebotis, etc. Un film Brickwall and OneAnother pour Greenpeace avec la participation de Marion Cotillard. »

[1 300 espèces menacées : comment les oiseaux sont en train de disparaître dans l'indifférence générale](#)

Wikistrike 2 Septembre 2014



Les oiseaux se meurent

Le manque de nourriture et les pesticides sont en partie responsables de la disparition des oiseaux.

Atlantico : Depuis plusieurs années, les rapports sur la disparition des oiseaux se multiplient ([lire un exemple ici](#)).

Sont-ils trop alarmistes, ou au contraire devrions-nous les prendre plus au sérieux ?

Luc Semal : Ces rapports rendent compte d'un phénomène objectivement observable, à savoir une baisse préoccupante des effectifs de nombreuses espèces d'oiseaux, dans de nombreuses parties du monde.

Ils montrent que ces baisses d'effectifs ont conduit à des disparitions d'espèces, continuent à le faire et vont continuer à le faire. Ils méritent donc assurément d'être pris au sérieux.

Quant à savoir s'ils sont alarmistes, tout dépend de ce que l'on entend par ce mot. Ils ne sont pas alarmistes au sens courant, péjoratif du terme, qui réduit l'alarmisme à une tournure d'esprit systématiquement négative et apeurée. En revanche, ils tentent effectivement de nous alerter sur l'ampleur et la gravité d'un phénomène difficilement observable dans la vie quotidienne, quoique bien réel. Il est difficile d'observer par nous-mêmes que nous voyons moins d'oiseaux autour de nous qu'il y a dix, vingt ou trente ans, et heureusement que ces rapports sont là pour nous aider à en prendre conscience. C'est une forme d'alarme.

Le nombre d'oiseaux en voie de disparition augmente t-il ? Quelles en sont les causes ?

Globalement, oui. Il faudrait évidemment prendre le temps de détailler, car les efforts de conservation menés depuis quelques décennies ont permis d'améliorer la situation de certaines espèces – par exemple celle du faucon pèlerin, qui avait presque disparu de France dans les années 1970, à cause de la pollution au DDT qui s'accumulait dans son corps et fragilisait la coquille de ses œufs.

Mais ce genre de belles histoires ne devrait pas détourner notre attention de la tendance générale, qui est plutôt à l'augmentation du nombre d'espèces d'oiseaux en voie de disparition. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs dont les effets se cumulent : **la destruction et la fragmentation des habitats naturels**, nécessaires à de nombreux oiseaux pour se

nourrir et se reproduire, notamment lorsqu'ils sont sensibles au dérangement ; **certaines évolutions des pratiques agricoles ; la pollution par les pesticides et la raréfaction des insectes** ; l'introduction d'espèces non indigènes dans les milieux insulaires ; les premiers effets du réchauffement climatique ; etc. C'est généralement le cumul de plusieurs de ces facteurs qui peut finalement se révéler fatal pour telle ou telle espèce.

Et tous ces facteurs découlent eux-mêmes de la phénoménale accélération, au cours des deux derniers siècles, et plus encore au cours des soixante dernières années, de la croissance de la population humaine et de ses activités. **En ce sens, l'augmentation du nombre d'espèces en voie de disparition est l'un des symptômes de cette époque géologique nouvelle que l'on appelle l'Anthropocène.** Avec la puissance des énergies fossiles, l'humanité – ou du moins sa partie la plus riche – serait devenue capable de rivaliser avec les forces géologiques, au point de pouvoir bouleverser le climat et de précipiter l'extinction de nombreuses espèces.

Existe-t-il différents stades dans la disparition des espèces ? Comment sait-on si une espèce est en voie de disparition ou d'extinction ?

On parle généralement de disparition lorsqu'une espèce n'existe plus en un endroit donné, tout en existant encore ailleurs : par exemple, le loup avait disparu de France, mais il en restait d'importantes populations au-delà des frontières – et c'est justement pourquoi des loups italiens ont pu revenir en France dans les années 1990. En revanche, quand une espèce n'existe plus nulle part, on parlera plutôt d'extinction. Chronologiquement, l'extinction vient généralement clore une longue liste de disparitions locales.

On peut évidemment dater une extinction, si l'on sait quand est mort le dernier représentant de cette espèce. Mais il est plus intéressant de regarder cette date comme l'aboutissement d'un processus d'extinction, au cours duquel se réduisent tant les effectifs de l'espèce que leur aire de répartition. L'aspect vicieux de la chose est que ce processus peut être long, et passer relativement inaperçu en l'absence de suivi scientifique : chaque disparition locale risque de n'être

regardée que comme une perte minime pour l'espèce, potentiellement réversible ou compensable. C'est donc plutôt la dynamique générale des populations qui devrait retenir notre attention, en réinscrivant toute disparition locale dans la tendance générale de l'espèce : participe-t-elle à un processus d'extinction ?

On sait clairement qu'une espèce est en voie d'extinction lorsque beaucoup de ses populations locales ont disparu, et que rien n'indique que cette tendance soit en passe de s'inverser. Et cela d'autant plus que les dernières populations seront particulièrement sensibles aux aléas qui, normalement, ne suffiraient pas à balayer une espèce – une épizootie, une catastrophe naturelle, une guerre à proximité de la réserve, etc. **En Nouvelle-Zélande, les populations de kakapos – un magnifique perroquet terrestre au plumage vert – sont passées de quelques dizaines à quelques centaines au cours des dernières décennies : la tendance est donc bonne, mais l'espèce reste si rare et vulnérable qu'elle demeure en danger critique d'extinction.**

Avons-nous connaissance d'espèces d'oiseaux qui se seraient éteintes ?

Oui, beaucoup, notamment dans les îles. Le plus connu est probablement le dodo, qui vivait sur l'île Maurice. Mais il y en a des dizaines d'autres, notamment dans les archipels qui abritaient beaucoup d'espèces endémiques, c'est-à-dire qui n'existaient nulle part ailleurs et qui avaient évolué à l'abri des prédateurs continentaux.

De nombreuses espèces et sous-espèces se sont ainsi éteintes à Hawaï, dans les Mascareignes, en Nouvelle-Zélande, etc. Et d'autres sont probablement en train de s'y éteindre.

Sur les continents, les extinctions d'oiseaux ont été moins nombreuses, mais il y en a eu. En Europe, la dernière a été celle du grand pingouin : jusqu'au XVIII^{ème} siècle environ, on pouvait l'observer sur les côtes canadiennes, groenlandaises, scandinaves, britanniques... où il était souvent chassé pour sa viande, sa graisse, ses

œufs ou ses plumes. Mais à mesure que le trafic maritime augmentait dans l'Atlantique nord, les chasseurs sont allés chercher les grands pingouins jusque sur les îlots les plus escarpés. Ces oiseaux ont ainsi été poursuivis partout où ils nichaient, et le dernier couple a été tué au large de l'Islande, en 1844.

Une autre espèce européenne a peut-être disparu plus récemment : le courlis à bec grêle, qui niche ou nichait quelque part en Russie et hivernait au Maghreb. Il faisait régulièrement halte en Europe, et même en France lors de ses grandes migrations, et n'était pas particulièrement rare au début du XXème siècle. Mais les observations se sont réduites à peau de chagrin dans les années 1980 et 1990, avant de totalement s'arrêter au début des années 2000. Si l'espèce n'est pas encore éteinte, le processus d'extinction est tellement avancé qu'il paraît déjà irréversible. Mais peu de gens se préoccupent du courlis à bec grêle, comme si l'on avait déjà oublié qu'il avait un jour été abondant. Comme pour le grand pingouin, c'est une forme de normalisation rampante : on s'habitue à son absence au point d'oublier qu'il a un jour été présent.

Quelles peuvent être les conséquences de la disparition de ces espèces ?

A court et moyen terme, les raréfactions, disparitions et extinctions d'espèces contribuent à un processus d'homogénéisation biotique : **partout ou presque, les espèces les plus vulnérables voient leurs effectifs décliner, et sont remplacées par un petit nombre d'espèces généralistes que l'on retrouve partout – les merles noirs, les mésanges charbonnières, etc.** Beaucoup des espèces qui existent encore en France à l'heure actuelle ont virtuellement disparu pour le grand public, qui n'a aucune chance de les croiser...

Les espèces généralistes sont passionnantes, et certaines sont magnifiques, mais on peut se demander ce que l'on perd si elles devaient être à terme les seules à subsister dans notre monde. Perdre une espèce, c'est perdre quelque chose d'autre qui nous préexistait et

que nous aurions pu apprendre à connaître, à aimer, à détester... C'est toujours une perte esthétique, qui appauvrit notre existence en nous privant d'une rencontre. **Certains éthiciens assument aussi un point de vue plus instrumentaliste, en affirmant que chaque espèce constitue une richesse potentielle, par exemple dans le cadre d'éventuels usages pharmaceutiques ou écotouristiques.** D'autres insisteront plutôt sur la valeur intrinsèque de l'espèce éteinte, en disant que l'évidence de son existence suffisait à lui conférer le droit d'exister, en soi et pour soi.

Enfin, là encore, il faut réinscrire chaque extinction ou disparition dans le phénomène de grande ampleur qu'est la sixième extinction de masse. Cela signifie que le cumul des extinctions finit lui-même par poser problème. La disparition de nombreuses espèces d'oiseaux des champs, qui sont des auxiliaires des cultures, pourrait par exemple accroître la présence des insectes ravageurs. Tout cela est très délicat à anticiper, d'autant plus que l'homogénéisation biotique ne concerne pas seulement les oiseaux... La disparition des oiseaux n'est que l'une des facettes les plus documentées d'une érosion massive de la biodiversité globale dont, finalement, nous dépendons.

Luc Semal est politiste, Maître de conférences au Muséum national d'Histoire naturelle, chercheur au Centre d'écologie et des sciences de la conservation (Cesco). Il travaille sur la crise écologique et ses acteurs, sur la théorie politique environnementale, et sur les questions d'énergie et de biodiversité. Il a notamment publié *Bestiaire disparu : histoire de la dernière grande extinction* (Plume de carotte, 2013).

<http://www.atlantico.fr/rdv/atlantico-green/1-300-especes-menacees-comment-oiseaux-sont-en-train-disparaitre-dans-indifference-generale-luc-semal-1727566.html#QZeDSPD2koLxjRis.99>